

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 736

Artikel: Rituel annuel : plus d'Etat agricole
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017035>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NÉOLOGISME POLITIQUE

Avec le préfixe «dés» et le suffixe «tion»

Lendemain des élections européennes. Au journal du matin d'Europe 1, M^{me} Veil et M. Jospin apportent leurs commentaires. On écoute sans excessive curiosité cet exercice où les protagonistes s'efforcent de prouver qu'ils se sont réveillés sans gueule de bois.

Mais voilà qu'un bref échange en dit plus long!

M. Jospin, ayant replacé les élections dans leur cadre européen, souligne l'avance des travaillistes anglais. M^{me} Veil conteste cet exemple, affirmant, à tort ou à raison, que les travaillistes, il y a quatre ans, avaient donné un mot d'ordre d'abstention. Peu importe, d'ailleurs. Puis elle a cette remarque: «Vous faites de la désinformation.» D'où la réaction du

socialiste: «Pourquoi ce mot? Contentez-vous de dire que c'est inexact ou que j'ai tort!» Cette réplique vaut un discours.

Désinformation est un néologisme. Il signifie que les faits inexacts ou déformés sont mis intentionnellement en circulation dans le but de brouiller les cartes chaque fois que cela est souhaité (sous-entendu: par les services étrangers spécialisés). Dès lors l'erreur cesse d'être anodine; le coup de pouce aux faits n'est plus une tromperie verbale de conteur, d'orateur, mais devient la petite pierre et la preuve d'un grand complot. Le banal cesse de l'être. Il a un deuxième sens. Il renvoie (avec Majuscule, Messieurs) au Grand Manipulateur.

M^{me} Veil n'en est pas à ce délit d'interprétation. Probable toutefois qu'elle fréquente trop quelque nouveau philosophe. Mais le procédé n'est pas sans danger: la désinformation prétendument débusquée et dénoncée conduit vite à un néo-maccahysme.

Le procédé a aussi une fonction politique. Jamais le parti communiste n'a été si faible en Europe et en France; il est descendu, outre-Jura, en dessous de son mauvais score de 1932, qui correspondait pourtant à une sanction de sa ligne ultra-dure, où les sociaux-démocrates étaient vilipendés comme social-fascistes, où le PCF ne craignait pas d'assumer le rôle de «l'homme au couteau entre les dents».

Aujourd'hui, le PCF n'a plus de couteau, ni de dents. Pour faire peur, il faut donc faire croire à un réseau invisible de tireurs des ficelles de l'opinion; on maintient de la sorte en état d'alerte; on laisse entendre que la liberté et les libertés sont en danger.

Même en Suisse, stable, solide, voire un peu sclérosée, on dénonce, à chaque initiative, une volonté de déstabilisation, sous-entendu: selon un plan conçu dans l'ombre.

Vous désinformez, vous déstabilisez, donc vous complotez.

A. G.

RITUEL ANNUEL

Plus d'Etat agricole

A chaque printemps, l'Union suisse des paysans (USP), domiciliée à Brugg/Argovie, présente son cahier de revendications au Conseil fédéral. On y parle régulièrement de manque à gagner pour les exploitations de plaine, de grave déficit pour l'agriculture de montagne, de l'urgente nécessité de colmater les dernières brèches dans le mur de la protection douanière. Suivent toute une série de revendications produit par produit, en vue d'obtenir une augmentation du prix à la production, de la surface cultivée, du prélèvement à la frontière ou d'une subvention quelconque.

Le scénario habituel prévoit ensuite, dans l'ordre chronologique: la vive déception de l'Union des

producteurs suisses (UPS), la réunion de diverses commissions consultatives fédérales, les manœuvres de coulisses et autres ballets dans les vestibules du Département fédéral de l'économie publique, enfin la décision, du genre poire coupée en deux, prise par le Conseil fédéral aux alentours du 20 juin.

Nous venons de vivre la suite et fin de ce phénomène saisonnier: moue plus ou moins prononcée des «paysans de Brugg», re-déception plus ou moins virulente des «dissidents» de l'UPS et réactions plus ou moins mitigées des organisations de consommateurs, qui réclament la qualité en considérant comme acquis le miracle de la quantité.

Dans tout ce rituel, la gauche ne joue pratiquement aucun rôle. A relever tout juste la présence d'un représentant des travailleurs dans les commissions ad hoc (c'est d'ailleurs toujours le même, Benno Hardmeier, «le» spécialiste agricole de l'Union

syndicale). Rien du côté politique, sinon un flottement chez les socialistes en raison du nouveau «programme agricole», qui insécurise passablement ceux qui le connaissent et dérange encore davantage ceux qui l'ignorent. Bref, un ange à millions passe, dans l'indifférence même pas gênée de ceux-là même qui s'accrochent à des fractions de pour-cent quand il s'agit de compensation du renchérissement pour les salariés non agricoles. Et pourtant, il y aurait passablement à (re)dire.

En général d'abord, sur la méthode. Masochisme ou générosité, la Confédération contribue largement à payer l'établissement des bases de calcul du «revenu équitable» qu'elle devra ensuite assurer — aux frais des contribuables ou des consommateurs — aux paysans du pays. Pas mal joué de la part du lobby agricole, qui a comme on sait grande influence aux Chambres fédérales.

Concrètement, la Confédération entretient entre autres la station fédérale de Tänikon/TG, où s'effectue notamment la collecte et le dépouillement des données comptables fournies par environ trois mille exploitations de plaine et de montagne. La station en question, spécialisée dans les problèmes de gestion, a un budget net de 7,5 millions de francs, dont plus d'un million d'indemnités versées notamment aux teneurs de comptes. En outre, la Confédération paye, conformément à l'article 37 de la loi sur l'agriculture, un tiers des frais occasionnés à l'Union suisse des paysans par l'exploitation de toutes ces données, utilisées pour la rédaction d'un rapport annuel sur les coûts et les rendements dans l'agriculture. Rapport dans lequel l'USP puise la matière de ses revendications printanières.

Tout se passe donc comme si l'OFIAMT laissait à l'Union syndicale suisse le soin de calculer le revenu moyen des salariés et les différentes rémunérations catégorielles, et recevait ensuite un rapport-revendication global!

LE MARCHÉ IGNORÉ

Reste à parler du contenu des revendications agricoles. Elles se ressemblent d'une année à l'autre, avec tout juste les nuances justifiées par un rattrapage considéré comme nécessaire ou par une fugitive référence au programme multiannuel d'orientation de la production (en vue d'augmenter les terres ouvertes et de diminuer en principe la dépendance vis-à-vis de l'étranger pour les matières fourragères).

Défaut commun aux cahiers de l'USP: une totale absence de préoccupation relative aux possibilités d'écoulement des produits. Seul le niveau de la production et de la prise en charge est envisagé — et que les autres se débrouillent pour la suite; aux transformateurs et distributeurs de voir s'ils veulent assumer eux-mêmes les conséquences des augmentations demandées, ou les transférer plus loin, jusqu'au consommateur final.

Traditionnellement, c'est à propos du prix du lait que le marché se trouve ainsi «biffé»; et tant pis si deux centimes de plus à la production en valent cinq à la consommation, suite à la disparition des pièces jaunes. Ce ne sera pas le cas cette année, grâce au solde reporté de l'an dernier, où les centrales laitières avaient procédé à une calculation généreuse.

MÊME LA VIANDE...

En revanche, et c'est plus nouveau, le marché de la viande fait aussi désormais l'objet d'un oubli de la part des éleveurs. En période de surproduction, ils ont réclamé cette année — et partiellement obtenu — une augmentation des prix indicatifs. Ils risquent bien de ne pas pouvoir les réaliser sur le marché, alourdi par des excédents inexportables (sauf à destination de pays comme la Pologne, quand elle pouvait payer) et par une évidente évolution des comportements d'achat. Sans devenir pour autant végétariens à 100%, de nombreux consommateurs freinent leur consommation de viande, pour des raisons financières ou diététiques, éventuellement tiers-mondistes.

Le marché est une réalité avec laquelle les milieux de la production agricole n'ont pas appris à compter; le marketing agro-alimentaire demeure une spécialité de l'industrie de transformation et de la distribution des produits. Et on comprend bien pourquoi les paysans se moquent au fond de ce qui se passe en aval, là où leurs produits doivent se battre pour se vendre. A force de soutien public, politique, économique et social, l'agriculture est totalement sortie de cet univers où règne la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire de produire, de croître, de fixer ses prix et le cas échéant de cesser d'exploiter.

NOUVELLES SOLIDARITÉS

Les paysans s'affirment indépendants, se déchaînent contre toute assimilation au statut de fonctionnaires, refusent de passer pour des «assistés».

Ils peuvent bien rejeter les mots, mais la réalité ne se laisse pas ainsi écarter. Si elle était envisagée plus sereinement, on verrait, qui sait, se créer peut-être de nouveaux liens, une certaine solidarité même, entre les travailleurs dépendants de la ville, et les anciens indépendants des champs.

Tout un programme: retourner complètement la lourde terre des préjugés et des attitudes. On voit pourquoi le nouveau concept de politique agricole envisagé par le parti socialiste dérange tellement. Il préconise justement ce genre de labourage en profondeur.

VOISINAGE

Frontaliers à droite

De quel bois nos voisins se chauffent-ils? Dans les six départements français, y compris le Territoire de Belfort, qui ont une frontière avec la Suisse, les six principales listes ont obtenu, aux dernières élections européennes, un minimum de 2,56% (Parti communiste, Haut-Rhin) et un maximum de 49,69% (liste commune UDF/RPR, Haute-Savoie) des suffrages.

Trois listes viennent en tête partout, dans l'ordre suivant: UDF/RPR (39,11 à 49,69%), Parti socialiste (14,93 à 25,64%), Front National (10,03 à 14,77%).

Le Parti communiste est au quatrième rang dans cinq départements et au sixième dans un (2,56 à 8,46%). Les Verts-Europe écologie sont au quatrième rang dans un département, au cinquième (quatre) et au sixième (un) récoltant de 3,17 à 6,99% des voix; la liste ERE, avec Brice Lalonde, est au cinquième rang dans deux départements et au sixième dans les autres (2,92 à 4,15%).

Si on considère les trois «régions» frontaliers dont les dimensions sont bien supérieures à celles des départements, les résultats sont les mêmes, avec une majorité absolue de l'alliance UDF/RPR en Alsace.